



HAL
open science

L'impossible répression

Fabien Jobard

► **To cite this version:**

Fabien Jobard. L'impossible répression. Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits, Presses de Sciences-Po, pp.175-200, 2006. halshs-00529691

HAL Id: halshs-00529691

<https://shs.hal.science/halshs-00529691>

Submitted on 26 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

L'impossible répression. Leipzig, RDA, 9 octobre 1989.

Fabien JOBARD, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CNRS)¹

Une cité (...) où la paix est un effet de l'inertie des sujets conduits comme un troupeau et formés uniquement à la servitude mérite uniquement le nom de solitude plutôt que celui de Cité.

Spinoza, *Traité politique*, V, 4

Les analyses récentes sur les protestations collectives ont mis en évidence le rôle crucial des interactions avec les forces de maintien de l'ordre : selon que la négociation ou la répression est privilégiée, ce sont à la fois l'Etat et les groupes qui jouent non seulement leurs modalités d'action mais aussi leur identité politique. Nous voudrions ici analyser un cas-limite, celui de la police de la République démocratique allemande confrontée aux manifestants de l'église Nikolaï le 9 octobre 1989. Cas-limite à tous égards, puisqu'il est l'exemple d'une confrontation en jeu tendue, où les solutions disponibles sont telles qu'elles n'offrent d'autres issues que la montée aux extrêmes (en clair : le bain de sang) ou la débandade généralisée (en clair : la fin du régime lui-même). Ce sera l'enjeu même de ce papier que de montrer que, à un moment historique particulier d'une dictature, l'intervention de la police ne peut que coïncider avec l'écroulement du régime – ou avec son évaporation même ; la police étant elle-même prisonnière d'un jeu, construit par l'histoire propre des modalités répressives du régime, où ne subsiste plus que la solution de l'exit.

Nous privilégierons ici, donc, une analyse narrative d'un « événement-clef », la journée du 9 octobre 1989 à Leipzig, où, à la sortie du prêche de la Nikolaikirche, policiers et manifestants se firent face². « Analyse narrative » : l'événement n'est plus seulement récit de ce qui se fait, mais explication de ce qui se voit, se dit et s'échange dans les vicissitudes mêmes de l'action en cours : les interprétations de l'événement, « part and parcel of the historical event »³, en changeant, dans son cours même, à la fois le sens, mais aussi le devenir.

¹ Ce texte est la version légèrement remaniée du *Working Paper* n°14 publié par le Centre Marc Bloch de Berlin, auquel s'adressent mes remerciements pour permettre la présente publication.

² Nous acceptons ici la définition suivante d'un événement-clef : « *les événements-clefs (focal events)* [sont ceux qui] *portent les anticipations sociales à des niveaux extrêmes d'incertitude institutionnelle* », (Schedler A., « Taking uncertainty seriously : The blurred boundaries of democratic transition and consolidation », *Democratization*, 8 (4), hiver 2001, pp. 1-22). Voir de manière plus générale sur les « *focal events* » ou « *focal points* », Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, pp. 53-80 et 111-113.

³ Sewell W., « Historical events as transformation of structures. Inventing revolution at the Bastille », *Theory and Society*, 25, 1996, p. 861. Sur l'analyse événementielle comme récit simultané de l'événement et de ses modalités de lecture et d'appropriation par les acteurs eux-mêmes, voir notamment Baker K., *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1995 (trad. de l'anglais, 1990) et Tackett, T., *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 (1996). Voir aussi Gresle F., « Introduction à une sociologie de l'historiographie révolutionnaire. Quelques observations sur un bilan », *Revue française de sociologie*, XXX, 1989, pp. 371-403 (pp. 382-388 not.) et Sewell W., « Three temporalities. Toward an eventful sociology », in McDonald T., *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996, pp. 245-280.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

L'analyse narrative aspire ici à s'ouvrir à l'analyse événementielle⁴, et en même temps à l'examen des dimensions cognitives de l'action collective en jeu au cours de l'événement.

Qu'est-ce que « maintenir l'ordre » dans un État policier ? Paradoxalement, le maintien de l'ordre était un métier inconnu en RDA : la « police d'ordre » ne disposait, dans cette société si policée, d'aucune sorte d'autonomie (1.). Aussi, lorsqu'une manifestation a lieu, l'interaction de face à face entre les acteurs policiers et la population se cristallise sur une seule question : la probabilité de la violence physique. Mais la dynamique de la situation en rend soudain l'occurrence peu probable, et stérilise dès l'instant l'emploi de la violence (2.). Sur le lieu même de sa retraite, l'institution policière s'invente une pleine autonomie, le politique subissant alors de plein fouet cette soudaine inversion hiérarchique pour se retirer naturellement d'un jeu qu'il ne maîtrise plus (3.). Ces épisodes offrent ainsi matière à une réflexion visant dans un même mouvement la notion d'événement, l'analyse des mobilisations, et la sociologie des changements de régime politique.

Maintenir l'ordre en dictature : retour sur un dispositif vacant

S'il est question de manifestation en RDA, une image vient en mémoire : la répression par les chars soviétiques, le 17 juin 1953 à Berlin Est, du soulèvement ouvrier et étudiant : la disproportion des moyens employés et le degré de violence physique (on compte environ 200 morts au cours de ces affrontements) illustrent alors la force militaire de l'Etat dans les épreuves de rue. L'image est trompeuse. Car elle est la seule : de ce 17 juin 1953 à novembre 1987⁵, presque aucune démonstration publique n'est venue troubler le cours tranquille du socialisme réel en RDA, si l'on excepte les tensions liées aux rencontres du championnat de football (et ce brusque déploiement de bannières et étendards par des Verts ouest-allemands, sur la Alexanderplatz le 12 mai 1983, de 11h50 à... 11h55)⁶. Les raisons de cette absence renvoient bien entendu au degré extrêmement élevé de prise de risque des manifestations publiques et/ou collectives d'hostilité politique. **D'autres canaux, que James Scott appellent "infrapolitiques"**⁷, véhiculaient les formes de contestation les plus diverses, multiples « arts du faible » parmi lesquels les « pauses » durant le travail en usine⁸ ou les *Eingaben*, ces courriers de protestation, adresses ou interpellations individuelles, dont les plus diverses institutions se voyaient destinataires⁹.

⁴. Ces analyses privilégient soit l'examen d'événements-clefs, soit (le plus souvent) l'examen d'une somme d'événements donnés. Voir l'excellente présentation de Tarrow S., « Studying contentious politics. From event-ful history to cycles of collective action », in Rucht D., Koopmans R., Neidhardt, F (dir.), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Wissenschaftszentrum/Sigma, 1998, pp. 33-64.

⁵. 1987 : protestations publiques contre l'interpellation de sept militants de la communauté évangélique de l'église Zionskirche (Berlin Est, Prenzlauer Berg).

⁶. Wolle St., *Die heile Welt der Diktatur. Alltag und Herrschaft in der DDR. 1971-89*, Berlin, Christopher Links, 1998, p. 273.

⁷ **Scott J., *Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts*. New Haven : Yale University Press, 1990.**

⁸. Kott S., *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

⁹ Typiquement, les leaders des protestations publiques de l'année 89, le plus souvent en effet regroupés autour d'églises évangéliques ou œcuméniques, préféraient dans les années 1980 recourir aux formes « classiques » d'expression qu'étaient par exemple les « Eingaben », lettres privées adressées à diverses autorités (cf. Rowell J., **L'histoire sociale de l'Etat RDA vue à travers le prisme de la politique du logement, Berlin : Centre Marc Bloch, Working Paper n°6, juin 2002**). Subitement, **des Eingaben étaient** adressées par des « militants des droits de l'homme », retournant ainsi les ressources offertes à l'expression de **griefs** en opportunité de prise de parole politique (cf. Süß, W.,

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

Ainsi, l'état des modes de contestation en RDA repose sur l'effacement de la rue comme lieu de la protestation collective, et sur la rareté des épreuves collectives de face à face. Dans un tel contexte, le lieu pertinent de l'ordre public n'est plus, comme en démocratie, la rue. Cette alchimie en apparence si douce, sans violences **visibles**, est le produit d'un immense travail disciplinaire, préventif, de contrôle social visant à empêcher toute émergence publique de protestation¹⁰. Lorsque surviennent les événements troubles de 1989, **c'est toute cette économie d'actes épars de "protestations par allégeance" ("consentful contention")¹¹ sur fond d'apathie publique qui bascule**. La « structure de la conjoncture »¹² est alors découverte : l'imprévu des rassemblements, la pure contingence, **mettent** à nu la structure de rapports de force jamais advenus.

Périls de l'ignorance : les effets des décennies d'apathie

Qu'est-ce que le maintien de l'ordre dans une société caractérisée par une minimisation absolue des prises de risque dans l'espace public ? Se pose un problème commun aux policiers et aux sociologues : ces derniers ne peuvent bien entendu dégager un nombre suffisant d'événements pour tenter de comprendre les logiques policières en action ; les premiers non plus.

Première conséquence : l'usage de la force dans des interactions avec des groupes protestataires provient bien plus des effets de la méconnaissance et des erreurs de calcul que d'une volonté politique ou policière bien déterminée. Un exemple parfait nous en est offert par le « concert » des Rolling Stones en 1969¹³. La radio ouest-berlinoise annonce que le groupe anglais donnera un concert au soir du 7 octobre (jour anniversaire des vingt ans de la RFA) sur le toit du bâtiment des éditions Springer, qui du côté Ouest de la ville surplombe le Mur. Des milliers de jeunes est-allemands se pressent au pied du Mur. Dans la plus grande panique, la Volkspolizei emploie massivement charges, matraquages et interpellations pour faire cesser ce que, face à cet inconnu qu'est un rassemblement « spontané », elle voit comme une atteinte fondamentale à l'ordre et la sécurité.

Le premier point à retenir est ainsi l'ignorance des modes de maintien de l'ordre de la part de la police en RDA. On le sait, l'efficacité du maintien de l'ordre repose sur l'enregistrement systématique par la police des événements passés, notamment de ceux qui ont fait l'objet d'altercations violentes. Le succès des technologies d'évitement de la force et de l'interaction de face-à-

Staatssicherheit am Ende. Warum es den Mächtigen nicht gelang, 1989 eine Revolution zu verhindern, Berlin, Ch.Links, 1999 (2^e éd.), p. 85 n. 47). **Sur les stratégies de résistance de basse intensité (« arts du faible », « hidden transcripts », etc.)**, voir Bennani-Chraïbi, M., Fillieule, O. « Exit, voice et bien d'autres choses encore... », in ibid. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*. Paris : Presses de Sciences-po, p. 43-126, **ainsi que, sur la RDA, Straughn J., « 'Taking the State at its words'. The arts of consentful contention in the German democratic Republic », *American Journal of Sociology*, 110, 6, mai 2005, p. 1598-1650.**

¹⁰. Déployer tout ce que recouvre cette opposition entre public et caché (plus que public et privé), ou répressif et préventif, dépasserait naturellement le cadre de cet article. Je me permets de renvoyer, sur le fond, **aux travaux de Sandrine Kott et de Jay Rowell**, qui font admirablement le point sur ces questions, et, pour un champ voisin de celui du maintien de l'ordre, à Jobard, F., « L'ajustement et le hiatus. La prison allemande après la Réunification », in Lascombes, P., Artières, Ph. (dir.), *Gouverner et enfermer. La prison, modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences-po, 2004, p. 83-109.

¹¹ **Straughn J., « 'Taking the State at its words' », 2005, op. cit., p. 1603-1610.**

¹². Sur cette expression, voir Sahlins M., *Des îles dans l'histoire*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1989 (trad. de l'anglais, 1985), p. 158. Sur les rapports de la contingence et de la structure dans le déroulement des événements, voir Sewell W., « Historical events as transformation of structures », *op. cit.*, 1996, p. 862.

¹³. Wolle St., *Die heile Welt der Diktatur*, op. cit., 1998, p. 156.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

face repose sur une connaissance approfondie des répertoires supposés des groupes adverses grâce à la mémoire archivée des mobilisations passées. Point étonnant de constater que les deux manifestations est-berlinoises que nous avons évoquées, par leur caractère « spontané », fussent les deux seules qui, avant 1989, aient vu se dérouler des violences.

Le maintien de l'ordre : le maillon faible

Le deuxième point-clef est la sous-professionnalisation des forces de maintien de l'ordre en RDA. Le signe le plus tangible est l'absence de formation en la matière, ainsi que le sous-équipement en moyens de protection individuels et collectifs. La Volkspolizei présente en effet le visage d'une institution à rebours de toutes les politiques de rationalisation de la compétence professionnelle dans le champ policier promues dans les démocraties occidentales. Ces carences sont d'autant plus marquées selon la technicité des missions de police, à commencer par l'usage des véhicules, des machines à écrire et des moyens de communication-radio, trois outils pour le moins fondamentaux du métier policier. En ce qui concerne les véhicules, les policiers de Berlin Ouest constateront sans surprise que les fameuses Trabant, au mieux les Wartburg, qui équipent la Volkspolizei, affichent un résultat aux tests de résistance aux chocs à peu près équivalent à ceux des véhicules de l'Ouest des années 1950. Pire encore, une note portée à la connaissance de la police de Berlin Ouest le 18 septembre révélait par exemple que seuls 40% des Vopos sont en possession d'un permis de conduire¹⁴.

On retrouve cette opposition, de manière plus surprenante, en ce qui concerne les équipements, notamment en moyens armés. Ce n'est qu'en 1960 que la direction centrale de la Volkspolizei décida l'uniformisation des armes individuelles, constituées jusque lors du rassemblement désordonné d'une quinzaine de modèles différents, empruntés à la Wehrmacht ou à l'Armée rouge : le pistolet soviétique Macharow 9 mm, complètement impropre aux réponses graduées, est ainsi devenu l'arme de poing de tous les policiers de sécurité publique¹⁵. Les forces d'intervention spéciales se voyaient, de leur côté, équipées de Macharow, de fusils, de fusils-mitrailleurs Kalachnikov et d'équipements antichars.

Au sous-équipement répond l'incurie des entraînements. Aussi surprenant que cela puisse paraître, aucune mesure spécifique n'était prévue en cas d'échec de la dissuasion préalable des rassemblements publics. Pour le dire autrement, aucun dispositif n'était prévu en cas de... manifestation. Prenons-en pour témoins les mesures prises au sein des groupes « civils » de combat (les « Kampfgruppen », les milices de travailleurs armés) face aux premiers signes tangibles d'agitation au printemps 1989. Ces milices avaient été mises sur pieds après les événements de juin 1953 afin de réprimer les éventuelles protestations publiques dans les usines, pour éviter qu'elles ne gagnent la rue. Le ministère de l'Intérieur (MfS) était responsable de leur équipement et de leur entraînement. Au printemps 1989, ces groupes furent destinataires d'un

¹⁴. Cellule de préparation du 3 octobre, 6^{ème} réunion (18 septembre 1990). Ces documents sont exploités de manière plus large in Jobard F., « Usages et ruses des temps. L'unification des polices berlinoises après 1989 », *Revue française de science politique*, 53, 3, juin 2003, p. 362.

¹⁵. Lindenberger Th., « Die deutsche Volkspolizei (1945-90) », in *Diedrich T., Ehlert H., Wenzke R. (dir.), Im Dienste der Partei. Handbuch der bewaffneten Organe der DDR*. Berlin : Ch.Links, coll. „Forschungen zur DD-Gesellschaft“, 1998, p. 134-135.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

plan d'entraînement secret (sitôt révélé dans la presse ouest-allemande¹⁶) visant à la formation aux combats de rue. La nouveauté de ce plan, qui visait l'emploi de matraques et de boucliers de protection, était telle que des membres de ces milices protestèrent : « De jeunes miliciens se sont exprimés sans relâche tout autour d'eux, disant qu'ils ne s'étaient pas engagés dans les milices pour ça. Les milices n'ont pas été fondées, selon eux, pour être des 'gardes de matraqueurs' et ils se refusent à 'frapper des tiers' » (rapport du 7 avril 1989 adressé à la direction locale de la MfS¹⁷).

Ce n'est pas tant l'opposition ponctuelle des troupes à leur hiérarchie qui surprend ici, que l'objet même de l'opposition : c'est une décision, prise en 1989, d'équiper et de former des groupes de combat en vue... du combat, qui démobilise les troupes ! Tout se cristallisait sur la question de l'emploi effectif de la force, preuve du caractère nodal de cette modalité jamais advenue, depuis 1953, de l'exercice de la domination du Parti unique en RDA.

Police et politique

Un troisième point émerge, conséquence partielle du premier. Plus encore que dans les démocraties occidentales, la police est-allemande se trouve en matière de maintien de l'ordre dans une situation de sujétion totale à l'égard du pouvoir¹⁸. Techniquement sous-développée, la police des foules ne peut que se reposer sur l'efficacité des dispositifs qui, en amont, préviennent tout rassemblement. Par exemple, lors de la manifestation à Berlin de quelques dizaines d'oppositionnels protestants, le jour anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, le 9 janvier 1988, quelques forces de police sont déployées pour assurer le bon ordre du défilé des personnalités officielles au monument aux morts, mais ce sont 300 « forces sociales » (c'est-à-dire des « collaborateurs informels » de la Stasi), ainsi que « des agents de la Stasi de l'arrondissement de Berlin » et des « camarades responsables du SED berlinois » qui se chargent du repérage et de la mise à l'écart des manifestants potentiels¹⁹. La police, ce jour-là, n'intervient pas.

Sur-investissement dans la dissuasion des rassemblements publics ; sous-développement des techniques d'emploi et de maîtrise de la force, et dépendance totale de l'instrument policier au pouvoir politique (traduction de l'exiguïté de sa marge de manœuvre technique)... tous ces éléments dessinent la "trame organisationnelle"²⁰ de ce qui se jouera au 9 octobre, et qui éclatera sans retour possible.

Mesure de l'efficacité des stratégies d'escalade : la peur

¹⁶. Spiegel, 1^{er} mai 1989 (cité in Süß, W., *Staatssicherheit am Ende*, op. cit., 1999, p. 115 n. 212).

¹⁷. cité in Süß, W., *Staatssicherheit am Ende*, op. cit., 1999, op. cit., p. 116 n. 214.

¹⁸. Monjardet D., *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1996.

¹⁹. La note d'information de la Stasi datée du 12 janvier 1988 sur le déroulement de cette manifestation est reproduite dans « Akteneinsicht, Aktion 'Störenfried' », in Schädlich H.-J. (dir.), *Aktenkundig, Berlin : Rowohlt*, 1992, pp. 91-153.

²⁰. Traugott M., *Armies of the Poor. Determinants of Working-Class Participation in the Parisian Insurrection of June 1848*, Princeton, Princeton University Press, 1985. Cette « structure organisationnelle », qui accueille l'événement-clef, embrasse ici tout l'équipement technique et juridique de l'action policière. L'analyse de Traugott porte sur la différence entre la désobéissance des troupes des Ateliers nationaux, à l'avant-garde des barricades de juin 1848, et l'obéissance des troupes de la Garde nationale, en première ligne dans la répression des insurgés. Réfutant l'hypothèse de Marx selon laquelle les Gardes nationaux n'étaient que des membres du *Lumpen* anomique, tirant sans conscience sur leurs frères ouvriers des Ateliers, Traugott montre d'une part que l'appartenance de classe des deux groupes est sensiblement identique, mais surtout, il montre l'importance décisive, quant à l'emploi de la force, des modes d'organisation et de gratification de « la base » au sein des Ateliers, ce qu'il désigne comme « hypothèse organisationnelle » contre l'hypothèse de classe.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

Il n'y a pas eu en Allemagne de l'Est ou en Tchécoslovaquie, sauf illusion rétrospective forte, une « renonciation ostentatoire et rapide à l'usage de la force ». Les mobilisations qui ont déterminé le sort de la RDA se sont déroulées dès novembre 1988 à Berlin, à Prenzlauer Berg. Elles furent décisives, en ce qu'elles dépassèrent le seuil probant de ce que les gens rassemblés ne se connaissaient pas déjà tous de vue, la mobilisation des deux ou trois centaines de personnes dépassant le cercle des connaissances familiales. Il était alors entendu par tous que l'on assistait à des « manifestations », et la question de l'emploi de la force s'imposait à tous comme le point de cristallisation de la confrontation politique. Comment s'effectue alors le recrutement de cercles toujours plus larges engagés dans une forme toujours plus risquée d'expression politique : la manifestation publique ?

Cycles exceptionnels et cycles ordinaires : le dérèglement de l'horloge politique

Répondre à une telle interrogation suppose de tourner la focale vers le niveau micro-social des relations nouées entre les participants et des récits sur les risques engagés. Côté protestataires, s'offraient des opportunités en vue de micro-tests destinés à préciser les positions de l'adversaire. Côté policier, Erich Mielke lui-même, chef du MfS et de la Stasi, reconnaissait un resserrement indéniable des marges de manœuvre répressives du fait de l'environnement international, encadré à l'Est par une « loyauté » incertaine de la part du Grand frère soviétique et à l'Ouest par une intégration croissante dans les marchandages financiers avec la RFA et l'OCDE.

Les contestataires constatent ainsi dès janvier un élargissement de l'espace de la protestation, consistant du fait des prises de risque calculées en des niches éparpillées de « micromobilisations » : on reste dans les églises ou sur la petite place qui les entoure²¹, on y chante des chansons interdites, on y constitue des bibliothèques clandestines, on y tient des concerts rock, punk... La peur se mesure d'abord à la retenue de la portée des coups joués. Mais elle se matérialise aussi par les signaux de plus en plus fréquents qu'adresse la direction du Parti aux mécontents. La répression des mobilisations en Chine le 4 juin 1989 offre une ressource de premier choix pour le gouvernement qui, à l'aide d'alertes lancées dans la presse officielle, exerce la menace permanente du recours à ce que l'on appelle alors « la solution chinoise »²². Le gouvernement exploite sans retenue ces « prophéties du malheur »²³ et envoie une délégation officielle à Pékin, formée de Egon Krenz et du secrétaire général berlinois Günter Schabowki. La menace est d'ailleurs d'autant plus crédible que, les seuils de mobilisation ordinaires ayant tous été dépassés par la fréquence et l'ampleur des mobilisations, le gouvernement peut invoquer une

²¹. Ces églises (Zionskirche, Bethelskirche et Samariterkirche, toutes trois à Prenzlauer Berg) sont ces petits lieux de culte en briques rouges, construits à la fin du XIX^{ème} siècle sous l'impulsion de l'Impératrice soucieuse de relancer la foi dans ces quartiers ouvriers. En même temps qu'elles offrent un bel exemple de renversement, d'un siècle à l'autre, de leur usage politique, elles n'invitent pas aux macro-mobilisations que permettent la porte de Brandebourg ou celle de la Alexanderplatz le 17 juin 1953. Sur la constitution des églises en territoires neutralisés et ressources stratégiques dans l'affrontement avec la police, les mobilisations de clandestins en France in Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de ScPo, 1999, p. 322.

²². Le quotidien officiel *Neues Deutschland* titre ainsi le 4 juin 1989 : « *L'Armée populaire de libération a écrasé, en Chine, le soulèvement contre-révolutionnaire* », titre dont la qualification des protagonistes ne laisse pas de doute sur sa fonction d'alarme (cf. Châteauraynaud F., Torny D., *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, EHESS, 1999, pp. 46-48).

²³. Les prophètes de malheur sont ces « lanceurs d'alarme » qui « de l'annonce de troubles ou d'accidents inévitables à l'Apocalypse, cherchent à convaincre l'humanité entière qu'une ère de grands malheurs est ouverte » (*ibid.*, p. 37).

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

« crise » pour mettre en œuvre une solution chinoise²⁴.

En réalité, un foyer indéniable de tension résidait dans la tenue prochaine des élections municipales, fixées au 7 mai 1989. La présentation des candidats des partis officiels fut émaillée à Berlin Est d'interruptions de séances provoquées par des contestataires souhaitant inscrire telle ou telle question à la liste des débats publics, notamment la question de l'environnement, ou proposer leurs propres candidats. Pour la première fois en avril 1989, les forces de police intervinrent publiquement pour faire cesser les troubles constatés dans une de ces réunions²⁵.

Et, à partir du 7 mai 1989, à Berlin, jour des élections communales, un cycle de mobilisation se met en place qui perturbe le calendrier centralisé et parfaitement ordonné du régime (la réunion du mardi du Comité central, le jour-anniversaire annuel du 7 octobre, etc.) . Pour marquer l'indignation face au truquage du résultat des élections, une mobilisation mensuelle se tient dans les rues de Berlin, tous les sept du mois. L'engagement de ce cycle fut facilité, précisément, par le resserrement des marges de manœuvre répressives : événement public, le scrutin communal ne pouvait se tenir à huis clos, ni sans la présence de la presse étrangère, qui réduisait à néant toute probabilité d'intervention publique des forces répressives. Les lieux d'exercice du vote, notamment, se trouvaient ainsi neutralisés ; et les contestataires purent ainsi disposer à Berlin, dans 66 des 67 bureaux de vote, d'observateurs indépendants.

La fraude électorale n'en fut que moins contestable, l'indignation ultérieure que plus grande : le cycle de protestation en vint à épouser les vicissitudes des cycles politiques officiels. L'été passé, et tandis que les contestataires berlinois manifestent leur désapprobation publique chaque 7 du mois, ce sont désormais les préparatifs du Quarantenaire de la République prévu en octobre qui essaient les foyers de tension. Le lundi 11 septembre, le prêche de l'église Nikolai offre au gouvernement l'occasion de tester à Leipzig l'option répressive par l'arrestation de 89 participants à la sortie de l'église. Tous seront condamnés, dont 19 à plusieurs mois de prison ferme.

S'ouvre alors un cycle de mobilisation, cette fois hebdomadaire : après le sermon prononcé à l'église, appelant tous les lundis, à la libération des manifestants incarcérés à Leipzig. L'émergence de cette temporalité fracture la fixation centralisée des rythmes politiques et représente alors une menace considérable à l'égard du gouvernement qui, par ailleurs, voit son propre environnement marqué par une incertitude croissante, due à la liberté de circulation en Hongrie à partir de l'été, qui amène des dizaines de milliers de ressortissants de la RDA à fuir le territoire national. Tout se cristallise à Berlin, lorsque se superposent le calendrier officiel (fête des 40 ans de la RDA prévue le 7 octobre, marquée par la présence de Gorbatchev) et le calendrier protestataire : les 6, 7 et 8 octobre, se produisent à Berlin deux jours et deux

²⁴. Pour le dire dans les termes de Schelling, le gouvernement peut vouloir grossir la taille réelle des événements protestataires afin de convaincre que, placé dans une sorte de « déficit coercitif », il ne puisse faire autrement qu'employer la force, ce en dépit des dégâts contre lui-même (*Stratégie du conflit*, Paris, PUF, coll. « Perspectives internationales », 1986 (trad. de l'am. - 1960), pp. 58-61).

²⁵. Lapp P.-J., « DDR-Kommunalwahlen 1989 », *Deutschland Archiv*, 22, 1989, pp. 614-617.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

nuits de répression policière à l'encontre des manifestants²⁶. Cette répression fera d'un coup monter la tension à Leipzig lorsque le lundi 9 octobre se réunissent les manifestants autour de l'église.

Aux yeux de tous, il est clair que le gouvernement ne peut faire l'économie d'une nouvelle défaite dans l'ordre du maintien de l'ordre public.

Leipzig : le lieu de l'épreuve finale

La manifestation de Leipzig constitue le moment d'inflexion définitive du régime. La raison en est la force de la peur, devenue à Leipzig seul « signe du lien » entre policiers d'un côté et manifestants de l'autre²⁷. Les manifestations de Leipzig consistaient depuis septembre à occuper la rue, sans donner de contenu nécessairement très clair à cette occupation²⁸. Ces rassemblements constituent de la même manière qu'à Berlin des tests de position à l'égard du pouvoir central. La superposition des calendriers, dont nous avons parlé, produit le 9 octobre sa propre logique : chacun sait que, dans le contexte des répressions de Berlin, Leipzig ce 9 octobre sera le lieu d'une véritable expérimentation politique. De son côté, le gouvernement accroît la densité des alertes, en mettant en scène dans la ville, les jours qui précèdent, un décor de préparation à la guerre civile et en publiant dans le journal local *Die Leipziger Volkszeitung*, pour la première fois, la lettre du chef de l'un des *Kampfgruppen* locaux selon lequel les armes à feu seront employées²⁹.

Pourtant, hors des scènes officielles³⁰, les consignes se diluaient dans un flou généralisé. La résolution du chef de la Volkspolizei de Leipzig, en charge de la coordination du maintien de l'ordre, fait part le 6 octobre des dispositions écrites suivantes au ministre de l'Intérieur et chef de la Deutsche Volkspolizei, le général Dickel :

État de la situation

Le 9 octobre 1989, il est attendu un nombre de manifestants d'à peu près 50 000 personnes. Cette estimation se fonde sur la tenue de la foire annuelle,

²⁶. Sur la superposition des cycles de mobilisation et des calendriers politiques, voir Fillieule O., *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris : Presses de la FNSP, 1997, pp. 228-243. Sur la question des cycles, voir la superposition, mi-juillet 1789, du cycle agricole et de la convocation des Etats généraux (Sewell W., « Historical events as transformation of structures », *op. cit.*, 1996, p. 848).

²⁷. Il faudrait ici évoquer les journées de la gare de Dresde, qui se déroulèrent jusque la veille des journées « fatales » (cf. Süß, W., *Staatssicherheit am Ende*, *op. cit.*, 1999, p. 306) de Leipzig pour dépeindre au plus juste l'environnement cognitif des acteurs de Leipzig. Disons simplement que les enseignements tirés de Dresde furent les mêmes des deux côtés : l'humiliation subie à Dresde par le gouvernement ne pouvait pas se répéter, sauf manifester l'impuissance définitive du régime. Les journées de Dresde avaient exposé aux yeux de tous ce qui ne devait en aucun cas se reproduire ailleurs, et ce qui contribuait alors à faire du lundi 9 à Leipzig le jour J. Ajoutons par ailleurs que c'est à Leipzig que les manifestations les plus dures s'étaient jusqu'à lors déroulées (des interpellations se produisirent, nous l'avons dit, dès septembre 1989, d'autres encore le 7 octobre). Voir l'interprétation en ce sens de Süß W., *Staatssicherheit am Ende*, *op. cit.*, 1999, p. 306 et 314 (voir néanmoins p. 315 n. 69), ainsi que Kuhn, E., *Der Tag der Entscheidung. Leipzig, 9. Oktober 1989*, Berlin, 1992. Ce qui nous importe ici n'est pas de trancher dans cette lutte en vue de la détermination du point décisif ou du jour-J, mais de comprendre comment un événement pèse sur l'autre et en détermine donc la morphologie. Le 9 octobre débute ainsi dans la débandade de Dresde (sur l'interdépendance des faits et de leur interprétation, voir Baker, K., *Au tribunal de l'opinion*, *op. cit.*, 1990).

²⁸. La peur est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les acteurs ignoraient parfois leur raison d'être là : puisqu'une réaction politique répressive était à craindre, et puisque les répertoires d'action policiers étaient centrés sur le contrôle de l'accès au lieu de rassemblement, personne n'osait bien entendu pénétrer sur les lieux muni de banderole. Ces manifestations présentent en conséquence l'allure curieuse de groupes compacts agrégés devant le porche d'une église (voir les photographies in Kuhn E., « *Wir sind das Volk* ». *Die friedliche Demonstration in Leipzig, 9. Oktober 1989*, Berlin, Ullstein, 1999 (2^{ème} éd.).

²⁹. « *Nous sommes prêts (...) à mettre un terme efficace et définitif à ces actions contre-révolutionnaires. Et s'il le faut, les armes à la main* » (document rapporté par Neues Forum Leipzig, *Jetzt oder nie – Demokratie!*, Leipzig, 1989, p. 63).

³⁰. Sur « scènes de l'action publique » et « scènes officieuses », voir Corcuff P., Sanier M., « Politique publique et action stratégique en contexte de décentralisation. Aperçus d'un processus décisionnel 'après la bataille' », *Annales HSS*, 55, (4), 2000, p. 858.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

qui amène un grand nombre de déplacements individuels, une situation explosive, à laquelle s'ajoute une agressivité croissante et le fait que de la part des représentants de l'église, aucun appel au calme n'émerge, mais c'est bien plutôt le désordre qui est encouragé. (...)

Camarade ministre !

En vertu des ordres reçus de vous et de la situation ainsi exposée, j'ai décidé (...):

1.- de garantir la stabilité des manifestations tenues pour le 40^{ème} anniversaire de la RDA (...);

- dans le centre de la ville, en particulier, d'assurer l'ordre et la sécurité publics;

- d'interdire les désordres à prévoir autour de l'église Nicolas, de les identifier dès qu'ils se produisent et de lutter sans réserve contre les provocations et autres tentatives de désordre (...);

3.- d'employer tous les moyens et les forces pour former des troupes d'intervention à partir des éléments suivants : enquêteurs, forces de sécurisation, de contrôle, de circulation publique, de dissolution et d'interpellation, forces spéciales, forces de réserve³¹.

On le voit : aucun ordre n'est transmis, de Berlin à Leipzig ou de Leipzig à Berlin, qui mentionne l'emploi des armes à feu, ni d'ailleurs qui le suppose. Mais on dote les prophéties de malheur de mises en scènes destinées à l'édification publique. Tandis que la liste des lieux de rétention, destinés à accueillir à peu près 2000 personnes interpellées, est rendue publique, on assiste dans la ville, le lundi 9, au déploiement de l'armée, des troupes d'intervention de la police (soit en tout 8000 personnes armées), de chars et de camions-pompes. Pendant ce temps, les professeurs, les enseignants, les organisations sportives et de jeunesse diffusent des appels indiquant que la simple présence dans la rue constitue une prise de risque démesurée. Les groupes d'opposition intériorisent la probabilité de la plus grande violence : le gouvernement s'emploie à élever au plus haut l'évaluation des risques.

Nous avons eu des informations isolées de la part de médecins, qui disaient : « On est tous en service aujourd'hui [le 9], notamment les médecins spécialisés dans les interventions traumatiques. On a reçu l'ordre de conserver dans les hôpitaux un certain nombre de lits disponibles, de tenir à disposition les flasques de sang. Ils prévoient que ça va tirer ».

Christian Führer, pasteur de l'église Nicolas, centre de la protestation³²

Cette politique de maîtrise des anticipations des acteurs protestataires produit des effets indéniables, comme le confirme cet autre témoignage rétrospectif :

Comme je l'ai dit, je suis enseignante et le lundi matin, lorsque la porte de l'école s'est ouverte, la proviseur se tenait devant toute ma classe et disait : « Aujourd'hui, vous devriez rester à la maison, ce n'est pas très conseillé, aujourd'hui, d'aller en ville, il va sans doute se passer quelque chose de grave. Vous serez beaucoup mieux chez vous ». Peu après, je me suis vue

³¹. Kuhn, E., « *Wir sind das Volk* », *op. cit.*, 1999, pp. 49-51.

³². Kuhn, E., « *Wir sind das Volk* », *op. cit.*, 1999, p. 75.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

appelée à une petite réunion, ce qui ne s'était auparavant jamais produit à l'école : tous les collègues se trouvaient dans la salle des profs et écoutaient la proviseur, qui disait qu'aujourd'hui on dégagerait enfin les voyous politiques [*politische Rowdies*] et les éléments criminels. Et on savait entre-temps que ce serait effectivement la méthode choisie, ça se trouvait aussi dans les informations données par les journaux et on était tous assurés d'une chose : aujourd'hui, c'est le jour J. On savait où on allait. A la maison, on s'est organisé pour les enfants, qu'on a envoyés chez des amis, qui les enverraient ensuite chez leur grand-mère au village, et on était certain qu'on ne reverrait plus nos enfants. Nous avons pris congé d'eux pour toujours et c'est avec ce sentiment-là que 70 000 personnes se sont rendues dans la ville. Cette confusion, cette peur, cette absence d'espoir... c'était la seule solution : maintenant. C'est eux ou nous.

Manifestante, enseignante³³

Tout est fait pour renforcer la crédibilité de l'escalade et cette stratégie, qui s'adresse autant aux manifestants qu'aux forces de l'ordre, est couronnée de succès. La conséquence en sera paradoxale et c'est, à notre sens, en ce paradoxe que se joue la dynamique de renversement du rapport de forces.

Blocage de la situation et dynamique de montée aux extrêmes

L'efficacité de la dynamique d'escalade se mesure à la peur des manifestants. Mais du côté policier ?

Sous les casques, la peur

Le témoignage qui suit est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un ancien chef de compagnie de CRS et qu'il indique toutes les raisons qui permettent sur le terrain le contrôle des affects : l'expérience, qui permet la routinisation de l'événement exceptionnel et la prise de connaissance des éléments du calcul, la présence d'organiseurs (donc la mise en place d'un service d'ordre, la négociation d'un itinéraire, etc.), le contrôle de l'emploi des instruments violents, l'équipement adapté aux situations ordinaires de maintien de l'ordre :

On a toujours... On a une forme.... On appréhende, mais alors ce qui se passe. De toutes façons, on est payé pour gérer un événement. Donc, c'est comme une épreuve physique de concentration. Donc, j'évacue de ma tête tous mes soucis divers, je me concentre sur l'objet de ma mission et j'ai en tête de gérer l'événement et la peur... Oui, il faut être conscient du risque qu'on va.... On a des moments de réflexion, on s'évacue un petit peu de l'arène et on calcule le risque. Mais, à un moment donné, il y a toujours un risque. Toute activité humaine engendre un risque. Mais il faut y aller. Étant donné qu'on voit les organisateurs, on va au contact. Tant qu'il n'y a pas eu de violence, on peut sans difficulté aller au contact avec les organisateurs et quand on est au contact avec eux, il n'y a aucun risque. Enfin, une fois, avec des paysans, je discutais avec l'organisateur et ils s'amusaient à me mettre de l'urine de taurillon sur la tête. Bon, ça fait partie des risques du métier, ça c'est pas... Même autour de l'organisateur, il y a des excités, mais c'est pas grave, ça. On y va, mais par contre après, le risque, c'est dans la phase d'emploi de la force. Oui, ça c'est un risque. Mais, non, il y a une

³³. *Ibid.*, p. 42.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

appréhension, une concentration. On a une perception des risques, mais la peur... Si la peur est la perception du risque, oui. Mais il ne faut pas qu'on soit inhibé, alors là, il faut changer de métier. De toutes façons, ici, quand on va tous les jours rue Mirat, Château rouge, on évacue cette notion de peur parce qu'avec ce qu'on doit affronter quotidiennement. Et ceux qui ont l'habitude, les commissaires qui ont l'habitude de faire des manifestants, ils sont... Il y a aussi la part de l'expérience. La première fois qu'on va, qu'on gère un événement, c'est toujours plus tendu, on a peur. Mais après... par contre, s'il y avait des tirs, et qu'on est pas équipé pour riposter, bah là on aurait peur, et on a raison d'avoir peur. Et on est pas du tout adapté et on ferait mieux d'aller voir ailleurs. C'est sûr.

Commissaire du XVIII^{ème} arrondissement Paris, interrogé (avec O. Fillieule), juillet 1995³⁴

Cette maîtrise de la peur dessine le portrait exactement inverse des conditions dans lesquelles s'est déroulé le maintien de l'ordre de Leipzig. Car, outre que les forces de l'ordre ne disposent d'aucune mémoire individuelle ou collective d'appréciation des risques en situation, il faut souligner le sous-équipement, presque le dénuement des hommes qui se sont trouvés face aux manifestants : absence d'armes à feu, absence de protections du corps (gants, plastron, jambières, cuissardes), casques à visière sans protection de la nuque, absence de masque à gaz, boucliers en plastique qui ne couvrent qu'une partie du haut du corps, matraque individuelle. Ceci renforce doublement la peur du côté des forces de l'ordre : que l'un d'entre eux soit victime d'un coup violent, que, fondée sur le constat d'un risque substantiel de défaite militaire, l'autorité policière fasse appel à l'armée et déclenche le bain de sang. Le cours même de l'action renforce les déterminations matérielles de la probabilité de l'escalade et permet d'affirmer que la rupture des crans ou la « montée aux extrêmes » se trouvent d'autant plus probables que la morphologie des forces en présence ne laisse qu'une marge tactique réduite aux solutions de déflation de l'intensité.

Le choix des armes

C'est ce que comprennent parfaitement les acteurs en place, au premier rang desquels les acteurs policiers. On assiste en effet à une double dynamique. La première est la réduction physique du champ du conflit politique (entre oppositionnels et Parti) à l'arène exacte de la sortie de la prière du lundi à Leipzig. La deuxième est la réduction de l'échelle des possibles à l'alternative « absence de violence / massacre général » : une situation de « jeu tendu », puisque le moindre coup joué entraîne des effets immédiats sur l'ensemble des protagonistes, jusqu'à ceux extérieurs à l'arène (chacun sait que le moindre coup de feu tiré par les forces armées entraînerait immédiatement l'état de siège dans tout le pays)³⁵.

³⁴. Ces entretiens sont tirés de Fillieule O., Jobard F., *Le maintien de l'ordre en France. Éléments d'un modèle de gestion des conflits manifestants par l'État*, Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, dactylographié, octobre 1996, 159 p.

³⁵. Sur les dynamiques d'interaction stratégique, voir Dobry M., *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, pp. 175-177. On préfère ici la notion de jeu tendu à celle, retenue par Schelling, de « stratégie du 'bord du gouffre' », où un acteur soumet une menace de force maximale à l'adversaire, l'obligeant à une solution de retrait total ou de suicide collectif (*Stratégie du conflit*, op. cit., 1986, pp. 244-246). La notion de jeu tendu rend en effet mieux compte du fait que l'acteur qui dispose de la force n'est pas nécessairement dans la meilleure position pour engager le conflit (ce que Schelling semble indiquer d'ailleurs lui-même, mais pour d'autres configurations, lorsqu'il évoque « le paradoxe de l'avantage stratégique », pp. 196-198). Mais surtout, la notion de jeu tendu aménage une meilleure considération que la notion de « bord de gouffre » à la diversité des événements possibles après le relâchement du jeu.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

C'est l'une des raisons pour lesquelles le pacifisme d'un mouvement guidé par les élites protestantes locales, littéralement, prend. Les leaders peuvent d'autant mieux assurer le succès d'une culture protestante encline à la non-violence qu'ils sont à même de prendre la mesure immédiate de la moindre tentative de passage à l'acte violent. On assiste alors, dès le mois de mars, à une véritable propédeutique de l'action non violente et pacifique, qui témoigne d'une perception rationnelle de la situation par ailleurs en parfait accord avec les cadres cognitifs de l'engagement chrétien. L'attention portée à l'homologie, en situation, entre cadres cognitifs de l'engagement individuel et collectif, d'une part, et propédeutiques de l'action collective, d'autre part, permet effectivement de constater, contre les tenants de l'hypothèse culturaliste et contre leurs adversaires les plus farouches, la conversion dans l'action de ces « éthiques de sermon sur la montagne » en ressources pratiques pour l'action. Cette référence à la sociologie de la culture protestante et de l'engagement des acteurs peut répondre à la critique répétée à l'encontre de la « *frame analysis* » qui « ignorerait ou minorerait l'ampleur de l'ancrage des cadres d'action collective dans des codes culturels et des structures sociales préexistantes »³⁶. Toutefois, on note d'emblée comment ces « cadres de l'action collective » sont eux aussi redevables d'une analyse au plus près des situations effectives de confrontation, notamment avec les forces de l'ordre. Notre analyse permet d'expliquer comment, dans des situations de tension, les acteurs mobilisés lisent les situations et pèsent sur leur devenir selon des catégories qui tout en relevant des perceptions routinières s'avèrent coller le mieux à l'inconnu, au caractère exceptionnel de la situation. Les « résonances » constatées entre les cadres de l'action et les affinités culturelles relèvent peut être moins des correspondances entre cadres de l'action et affinités culturelles, que de choix opérés dans le fonds culturel, mais dictés par les logiques des situations³⁷.

Toujours est-il que cette propédeutique donne rétrospectivement à voir l'unité des cadres d'interprétation entre forces de l'ordre et forces protestataires et la rapidité conséquente du gel de la solution armée :

Mes frères et sœurs !

J'ai l'impression que beaucoup de monde veut avec énergie, ici et maintenant, changer notre société, dans laquelle nous avons vécu 40 ans durant, et dans laquelle nous n'avons pas seulement souffert. C'est comme si nous nous tenions tous à l'impératif : devoir vaincre, maintenant. Avons nous seulement estimé nos forces ? Voulons-nous vraiment de cela à n'importe quel prix, dans les larmes et le sang ? Je pense que trop de sang a coulé ces derniers jours. Dieu nous aidera ! Les réformes, qui depuis trop d'années ont manqué, vont venir. Elles vont venir, si nous laissons nous pénétrer des dispositions à la paix, à la tranquillité et à la tolérance...

Celui qui s'agenouille devant dieu, pour celui-là, le mot de pacifisme devient réalité pratique. Pouvons-nous nous fixer cette tâche, dans notre ville, être aujourd'hui les artisans de la paix ?

Chaque auditeur, chaque participant à cette prière a la lourde tâche d'être un outil de la paix. L'esprit de la paix doit se propager hors de cette enceinte.

³⁶. Snow, D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefaï D., Trom, D., *Les formes de l'action collective*, op. cit., 2001, p. 36.

³⁷. Sur la notion de « résonance des cadres », voir *ibid.*, p. 36-40.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

Veillez à ce que les hommes en uniforme ne se fassent pas insulter. Portez soin à ce qu'aucune chanson, aucun slogan n'en vienne à provoquer le pouvoir d'État. Laisser tomber les pierres, qui se trouvent dans vos poings fermés.

Seul le seigneur nous donne aide et protection !

Amen.

Prêche de Gotthard Weidel, Nikolaikirche, 9 octobre 1989

C'est parce que à la fois les cadres cognitifs et l'appréciation tactique de la situation rencontrent la logique propre du jeu tendu maximal que les mobilisations n'ont pas dégénéré en massacres. Le recours à une échelle étroite d'observation (ici, les prêches de Leipzig) permet de comprendre la rencontre, dans l'action, des représentations, des dispositions pratiques et de l'épaisseur propre du moment de la confrontation. On échappe ainsi au syndrome du chaînon manquant dans l'explication du succès des mobilisations³⁸.

Intensité de la peur, perception immédiate des conséquences des coups dans une dynamique de jeu tendu, réduction du jeu entier à la simple arène de la confrontation policière... : la logique de la situation impose alors aux acteurs sur le terrain, qui seuls possèdent les termes de l'issue de la situation, un calcul individuel homogène : rejet de l'acte violent. L'agrégation collective de ce calcul imposé par la situation conduit à un dégonflement général de la tension et une débandade ordonnée de la police qui, ce soir-là, ne fera rien d'autre qu'assister en spectateur ému à une mobilisation pacifique. Lorsqu'à 18 heures les manifestants quittent l'église, après le prêche et se retrouvent face aux policiers, ils comprennent sur le champ cette dynamique de stérilisation de la force :

Le jour même, je m'étais séparé de mes enfants et de mon mari avec la certitude qu'il n'y aurait sans doute aucun retour en arrière possible. Et la peur a été ce qui a poussé les gens à réagir, en plus de toutes les conditions de notre vie quotidienne qui nous ont amené à changer tout ça, même au prix de notre vie. Je crois que c'est ce qui a fait bouger les gens. Et je n'oublierai jamais, comment on s'est retrouvé, avec des amis, à l'hôtel Deutschland, et comment on s'est donné du courage. Beaucoup ont pleuré, et beaucoup voulaient de leur côté déjà repartir. Et on a dit : on tiendra ensemble. Et quand on s'est mis en direction de l'église, on ne pouvait pas croire que toujours plus de gens venaient se joindre à nous. C'était un torrent incessant, et de ce torrent il y a soudain eu du courage et de la force, et on s'est regardé, à la dérobée, peureux, et soudain, peu après, on ne voyait déjà plus la violence, la violence d'État, qu'on pouvait encore sentir le midi. Et là il y a eu un sentiment, un sentiment incroyable de solidarité qui s'est posé là, qu'ils ne pourraient pas nous tuer tous, et qu'ils ne pourraient pas non plus tous nous enfermer sur place, ni nous embarquer dans les camions

³⁸. N'y échappe par exemple pas l'explication de Claus Offe qui attribue, à côtés des macro-facteurs comme la crise économique et le retrait soviétique, la non-violence et le succès des mobilisations à « l'intelligence stratégique et [à] la maturité des mouvements d'opposition » (in *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1997, p. 301). Le recours à une échelle micro-sociologique d'appréciation n'est pas la seule source de divergence, en l'occurrence, mais tient aussi à l'hypothèse que formule Offe quant à « la très forte politisation de la société civile » en Allemagne de l'Est ou à la « tradition des 'mouvements de citoyens' » (*ibid.*, p. 245) dont on a souligné, au contraire, la fragilité et l'isolement (voir là-dessus Chibret R.-P., « Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est. Le 'tournant' de la RDA (1989-90) », *Revue française de science politique*, 5, 45, oct. 1995, pp. 791-822, ainsi que les remarques sur la rétrodiction formulées par Straughn J., « 'Taking the State at its words' », 2005, *op. cit.*, p. 1600-1601 ou Tilly Ch., « Domination, resistance, compliance... discourse », *Sociological Forum*, 6, 1991, p. 593-602).

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

et nous poursuivre avec leurs chiens.

Jeune manifestante

Devant le barrage policier, il y avait beaucoup de monde qui se tenait là et qui regardait en direction de l'église Nicolas ; on se disait que ça allait tirer ou quelque chose comme ça. C'étaient ces minutes tendues aux alentours de 18 heures, quand la prière du lundi allait s'achever et que tout pouvait s'enclencher. Quelques uns, qui étaient là, et moi avec mon pote, on a prié, et à côté de nous quelqu'un s'est mis à chanter, et là, c'était dingue, incroyable.

Jeune manifestant³⁹

La réduction de l'ensemble du champ des conflits à l'arène policière impose la stérilisation de la force physique et, dans l'instant même, l'écroulement du régime policier par la démonstration in concreto de l'inanité des solutions violentes. La situation devant l'église à Leipzig, ce lundi 9 octobre à 18 heures, est le produit de l'impossible passage à l'acte, de par le dénuement autant cognitif que matériel des forces de l'ordre dans la dictature est-allemande. Cette situation donne à voir comment un dispositif d'ordre organisé autour de la réduction préventive du risque et la discipline (cette prise en charge de l'ordre public par toute la société) se trouve dans l'incapacité à passer au registre de la violence physique, rien n'ayant jamais été pensé autrement que sur le mode de la montée aux extrêmes.

Il reste à présent à prendre la mesure de ce qu'implique, en termes cette fois de sociologie politique plus générale, la signification réelle de la réduction du conflit à l'arène de la confrontation policière ; comprendre comment se réélaborent, dans l'action inédite, la relation entre police et politique.

Quand la police fait la politique : champ politique, environnement et forces de maintien de l'ordre

Il faut à présent élargir le cadre de l'observation et consacrer un moment à l'examen de l'ensemble des acteurs impliqués dans le cours de l'action. On constatera ainsi que l'ensemble des lieux de décision ont été suspendus au devenir de l'interaction policière ; pour le dire autrement, la situation vécue à Leipzig a par son intensité et sa logique propres fait de l'arène policière le seul lieu de résolution possible de la crise politique.

L'imagination politique réduite aux acquis

Le désarroi des acteurs policiers se manifeste dans la préparation même du maintien de l'ordre. Confronté à un double cycle de mobilisations politiques (hebdomadaire à Leipzig et mensuel à Berlin), le champ politique ne sait exactement quelles instructions donner à l'instrument policier. L'instruction envoyée la veille de la manifestation par Mielke à tous les responsables de l'arrondissement de Leipzig est prise, précise la phrase introductive, par Honecker lui-même. Mielke y ajoute une annexe :

³⁹. Kuhn E., « *Wir sind das Volk* », *op. cit.*, 1999, pp. 130-131.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

- 1.- Rassemblement immédiat de toutes les unités de l'arrondissement, auprès desquelles la situation locale sera analysée et les mesures nécessaires définies ;
- 2.- Production immédiate de l'information par les fonctionnaires du parti, du syndicat et des FDJ, ainsi que des agents des organes étatiques sur la situation dans l'arrondissement et le département (...);
- 3.- Publication de toutes les informations et les rapports de terrain sur les atteintes à l'ordre public, dans tous les organes de presse du parti, ainsi que toutes les réactions des ouvriers et des autres travailleurs ;
- 4.- Information quotidienne de la direction compétente du Comité central du Parti sur la situation et les mesures prises (à 6h00, sur la situation connue jusque 4h00).

Général d'armée Erich Mielke, télégramme urgent, Berlin, 8 octobre 1989⁴⁰

De manière tout à fait exemplaire, ce télégramme donne à lire l'extraordinaire inhibition tactique des cadres de l'appareil policier à l'égard d'une situation qui rompt complètement avec les routines de l'ordre dans une société vide de désordre. Si l'on suit l'analyse fameuse de P. Bourdieu sur « l'hystérésis des habitus » (ce « décalage entre les occasions et les dispositions à les saisir qui fait les occasions manquées et en particulier l'impuissance, souvent observée, à penser les crises historiques selon des catégories de perception et de pensée autres que celle du passé »⁴¹), on comprend pourquoi ce télégramme de Mielke donne pour seule instruction de ne faire que ce qu'ils savent faire : produire de l'information (1., 2. et 4.) et de la désinformation (cf. 3.) ainsi que, très marginalement, et sans plus de précision, « prendre les mesures nécessaires ».

Aussi, l'inhibition de la police dans le cours de la situation prend racine dans une longue inertie de quelques mois, dans l'expérimentation directe par Mielke du maintien de l'ordre de Berlin (voir plus loin) et surtout dans la perte de l'un des secteurs majeurs dans l'édifice ordinaire de l'ordre socialiste réel : le retrait de la puissance soviétique dans les opérations de maintien de l'ordre internes (Mielke se l'était vu entendre de la voix de Valentin Falin, représentant du Komintern en RDA). Le retournement de la position du Grand Frère fut de surcroît rendu visible à tous lorsque Gorbatchev, en visite officielle à Berlin le 7 octobre, déclara à la télévision que l'avenir appartient « à ceux qui vivent avec leur temps ».

Le politique aux abonnés absents

Le relâchement des liens de sujétion de la police à l'égard du champ politique s'accéléra dans les opérations de maintien de l'ordre de Leipzig. Comme on l'a vu, Mielke ne donna aucun ordre substantiel. Cela eut pour effet que, pour la première fois, l'ordre des pratiques devint conforme à l'ordre des prescriptions juridiques : le chef de la Volkspolizei de Leipzig prit effectivement la direction des opérations. L'autonomie se marque d'abord à l'égard du secteur politique. C'est ce dont rend compte ce témoignage, qui raconte ce qui précisément se produit juste après que les manifestants eurent

⁴⁰. *Ibid.*, pp. 73-74.

⁴¹. Bourdieu P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 100.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

quitté l'église Nicolas :

Q. : Quels ont été les contacts avec Helmut Hackenberg durant les moments critiques ?

R. : A ce moment-là, les contacts téléphoniques témoignaient d'un accord parfait. Il n'y a eu aucune situation qui permettait au fonctionnaire du Parti Hackenberg de s'immiscer dans l'autonomie de commandement de la police.

Q. : Hackenberg était pendant tout ce temps là en permanence entre Berlin et Leipzig, il y a eu ce coup de téléphone avec Krenz. Quel a été votre dernier contact téléphonique avec Berlin?

R. : Qui a téléphoné à qui à ce moment là, je ne peux pas dire, je peux seulement dire que dans mon domaine, le dernier coup de fil, je l'ai eu à 18h15 avec monsieur le ministre Dickel et là aussi, **en raison de l'état de la situation, j'ai obtenu l'accord, de n'agir plus que dans le cadre de la légitime défense.** Ça, le ministre Dickel l'a approuvé et j'ai diffusé l'ordre de légitime défense et de retrait à 18h25 aux forces présentes.

Gerhard Straßburg, chef de la Volkspolizei de Leipzig, commandant des opérations de maintien de l'ordre le 9 octobre 1989⁴²

On le voit, l'autonomie ne se marque plus seulement à l'égard du secteur politique, mais se traduit par l'inversion hiérarchique qui voit les forces de terrain prendre le pas sur la direction administrative⁴³. Et, compte tenu de la menace de montée aux extrêmes qui pèse alors sur le face à face physique entre policiers et manifestants, nul ne prend bien sûr dans les rangs policiers ou à leur tête la responsabilité de plonger les foules dans un bain de sang dont il aurait seul à répondre. Le silence apeuré des autorités politiques sises à Berlin signifia l'arrêt de mort du régime.

La vacance politique et la logique propre de la situation de jeu tendu, centrée sur l'interaction violente, conduisent à la découverte, par les cadres policiers de l'autonomie sectorielle de la police. La découverte de cette autonomie se nourrit de la réduction de toutes les dimensions possibles à une seule, la violence physique, et se manifeste en conséquence par la réduction des motivations de l'intervention policière à un seul déterminant : la légitime défense de soi ou d'autrui en cas d'agression physique par un tiers ; autrement dit, le cœur de l'emploi de la force policière en régime... démocratique⁴⁴. Les modalités d'exercice de la contrainte publique basculent donc vers une relation d'échange négocié avec les manifestations, une relation d'échanges de services : au pouvoir d'injonction dont la police est le dépositaire succède le pouvoir d'influence qu'elle dispense dans une situation où, disposant de l'initiative sur le terrain, elle négocie avec les protestataires les modalités d'une issue pacifique. Tout s'explique donc par la force de la logique de la situation d'interaction de face-à-face, qui met en scène, dans un contexte de jeu tendu au maximum, des acteurs en possession des moyens de tuer et des adversaires dépossédés de ces moyens. Le déséquilibre de la confrontation dressant alors

⁴². Kuhn E., « *Wir sind das Volk* », *op. cit.*, 1999, pp. 134-135 et 136-137. Voir aussi Süß W., *Staatssicherheit am Ende*, *op. cit.*, 1999, p. 313.

⁴³. Autrement dit, à suivre les analyses de Dominique Monjardet sur l'inversion hiérarchique dans les organisations policières, les agents s'emparent ici presque physiquement d'un pouvoir qu'ils ont en propre (*Ce que fait la police.*, *op. cit.*, 1996, pp. 88-98).

⁴⁴. Rappelons en effet qu'en démocratie l'emploi de la force par les policiers n'est concédé qu'en cas de légitime défense proportionnelle aux dangers encourus ou face à un refus d'exécution de la loi ou d'un ordre légitime (cf. *Déviance et société*, 25, 3, 2001).

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

une arène qui vient à absorber en elle la totalité des jeux et des conflits, les acteurs en possession de la force font, chacun d'eux et donc tous ensemble le choix de ne pas plonger dans le gouffre, ce qui détend d'un coup l'ensemble de la crise et consacre pour la première fois en quarante ans l'autonomie sectorielle des acteurs en position dominante dans l'arène dominante, les policiers.

Conclusion

Les événements ne sont pas seulement là à se produire, mais ils sont dotés de sens et ne surviennent que parce qu'ils signifient.

Max Weber

Sociologie de l'événement protestataire

De manière plus resserrée et plus dense encore que par exemple la prise de la Bastille, la journée du 9 octobre 1989 de Leipzig offre matière abondante, et dense, à une véritable sociologie de l'événement (je traduis ainsi, sans doute improprement, le terme de William Sewell Jr., « an event-ful sociology »⁴⁵). A Leipzig, en effet, la lecture des événements par les acteurs principaux du drame ne se fit pas attendre longtemps. Tout était dit sur ce que Leipzig serait : un bain de sang ou, mais cela personne n'osait vraiment se le représenter, la fin du régime. Autre spécificité de la Journée leipzigoise : tout occupés qu'ils étaient à se faire invisibles, les détenteurs du pouvoir central laissèrent à ces acteurs propulsés par les circonstances au devant de la scène locale l'opportunité de définir seuls la politique du régime. Les acteurs leipzigois, ces leaders surgis de la mobilisation ainsi que les gradés policiers, prononcèrent eux-mêmes la fin du régime : fin de la légitimité à exercer (il faut vraiment dire ici : à revendiquer) la force publique, fin du monopole de l'expression publique par le Parti. Si, lors de la prise de la Bastille, il fallut attendre le verdict sur les événements rendus par l'Assemblée nationale réunie à Versailles, puis la visite du roi « déposant » à l'Hôtel de ville de Paris, les acteurs saxons, eux, éprouvèrent sur le champ la vacance du pouvoir central. En somme, les semaines suivantes exécutèrent le décret prononcé par les événements de la place de l'église Nicolas : incapacité du pouvoir à prendre en charge quelque répression que ce soit, incapacité à reprendre en mains le contrôle de ses organes de sécurité et, pour finir, l'annonce prématurée de la liberté de quitter le pays qui cueillit aux frontières des policiers si fantomatiques qu'ils laissèrent la foule gagner l'ouest en masse.

Pourtant, la grandeur de l'événement ne se lit pas seulement dans la portée immense de ses conséquences. Elle s'éprouve également à la fois dans ce condensé de structure qu'elle offre, à travers les témoignages, au spectateur attentif aux linéaments réels du régime est-allemand, et notamment à son incapacité à faire face à des situations de protestation publique ; mais aussi

⁴⁵. Cf. Sewell W., « Historical events as transformation of structures », *op. cit.*, 1996, ainsi que « Three temporalities », *op. cit.*, 1996 et Tarrow S., « Studying contentious politics », *op. cit.*, 1998.

"L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989", in Olivier Fillieule et Donatella della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences-po, coll. "Sociétés en mouvement", 2006, p. 175-200

dans sa faculté à changer, de fond en comble, et dans sa contingence même, la structure des choses : il eût suffi d'un seul écart dans l'équilibre si improbable et si fragile qui tenait à l'infime distance policiers et « protestataires » pour que le régime « choisît » (en réalité, fût acculé à) la solution chinoise. Ce sont bien deux « structures » qui furent ce soir-là à l'épreuve : l'impossibilité structurelle, pour le régime, de faire face à des situations de rupture (ou plutôt, son incapacité à mobiliser un autre répertoire que celui du massacre – répertoire breveté en 1953, mais inchangé depuis), mais aussi la force propre d'une conjoncture donnée, au sommet d'un cycle de protestation emmené dans une ville longtemps opposée à Berlin par des cercles évangéliques pacifistes.

Police, protestation et sociologie des régimes politiques

Mais rien de ce que devint l'événement lui-même ou de ce qu'il devait à la structure qui le portait ne serait advenu sans cet incessant travail de framing des situations au cœur même de leur déroulement. Nous avons vu avec quelle intensité le prêche de la soirée résonnait d'une propédeutique à l'action collective, puis comment les « manifestants » rassemblés face aux policiers négociaient avec eux l'expulsion de deux qualifications hors de leurs cadres de perception, « rowdy » et « contre-révolutionnaire », ces deux qualificatifs qui, empruntés l'un au droit commun et l'autre au droit politique, eussent suffi à faire basculer l'action dans l'épreuve de force. Le silence des autorités politiques berlinoises « dit », lui aussi, beaucoup : refusant la prise de parole, ils signifiaient la défection du régime et la consécration de la manifestation publique comme régime légitime d'action collective.

On voit ainsi combien la lutte pour la définition des situations en situation, ou bien l'affrontement des cadres d'interprétation dans le cours même de la confrontation, définissent les régimes d'action légitimes et, de fait au cours d'événements-clefs ou d'événements historiques, redéfinissent aussi le socle de légitimité du régime politique. Le legitimacy-shift opéré au cours de l'action par le travail continu des acteurs protestataires sur leurs propres cadres de perception de l'événement en cours a permis le basculement des représentations légitimes des acteurs, leur consécration en qualité de manifestants, et le basculement du régime politique.

Une telle analyse n'est possible qu'au prix de l'examen des trajectoires historiques, et de toute la dépendance des régimes d'action des intervenants à leur passé propre. Ainsi, c'est un examen historique des modalités et surtout des possibilités concrètes concédées aux « régimes de l'action répressive » qui a permis de comprendre la suspension de l'épreuve de force et, de fait, l'espace extraordinaire concédé dans la confrontation aux épreuves de présentation de soi, de justification et d'accord. Si basculement il y eut, en cette journée leipzigoise, ce fut bien celui de la violence d'Etat, pour la première fois à l'épreuve ; basculement, en ce sens que l'épreuve de force se mue immédiatement, face à des adversaires de chair et de paroles, en épreuve délibérative. L'événement, à la croisée du sens et de l'action, fait l'histoire.